

Climate Finance Advisory Service

www.cdkn.org/cfas

Lectures recommandées

Février 2013

Sven Harmeling de Germanwatch présente le «Guide des Lectures recommandées» produit par le Climate Finance Advisory Service (Service Consultatif de la Finance Climatique), et invite les lecteurs à donner leurs avis. Ces lectures recommandées portent sur les questions d'actualité de la finance climatique.

L'univers de la finance climatique est complexe et multidimensionnelle. Par conséquent, il est crucial de fournir un accès direct à l'information technique de fond que les décideurs et experts financiers du climat peuvent exploiter et utiliser pour orienter leurs avis et propositions. Ce premier bulletin d'information du tout nouveau Climate Finance Advisory Service (CFAS) vise à faciliter l'accès à un large éventail d'idées et d'études sur la finance climatique. Il arrive à un moment où, peu de temps après le lancement du CFAS, de nombreux experts en finance climatique des gouvernements, de la société civile, des milieux universitaires et du secteur privé vont se réunir en Allemagne pour deux événements importants: la 3e réunion du Comité permanent des finances de la CCNUCC (du 8 au 10 mars à Bonn) et la 3ème réunion du Conseil du Fonds vert pour le climat (FVC) (du 12 au 15 mars, Berlin). Les discussions vont porter sur le «modèle de gestion» du FVC, les modalités appropriées d'accès et de soutien, l'examen global du mécanisme financier et l'organisation d'un forum d'échange sous l'égide du Comité permanent des finances.

Ces deux organes sont appelés à jouer un rôle clé dans la construction de l'architecture de la finance climatique du futur. En contribuant à une architecture améliorée et plus

efficace, ils contribueront à intensifier et accélérer l'action mondiale pour un changement de paradigme vers des économies sobres en carbone et résilientes aux changements climatiques. Ceci est urgent, et, en dépit de points de vue apparemment divergents sur les sujets concernés, les décideurs politiques du monde entier, des pays riches et pauvres, des économies très vulnérables aux économies de forte consommation d'énergie, devront travailler ensemble pour faire de l'action climatique un succès - pour rester en dessous de 2 °C, atteindre l'objectif ultime de la Convention, et pour les moyens de subsistance de nombreuses personnes - vivantes ou à naître - dans le monde entier. Les réunions du mois de mars, nous l'espérons constitueront un pas en avant à cet égard.

A propos du «Guide de lectures recommandées » du CFAS

Le CFAS offre aux négociateurs, décideurs et conseillers des pays les plus pauvres et les plus vulnérables sur le plan climatique, des informations et des conseils sur mesure pour les aider à participer efficacement aux complexes négociations internationales sur la finance climatique, en particulier le Fonds vert pour le climat et le Comité permanent des finances. Il est mis en œuvre par un consortium d'experts en finance climatique des pays développés et en développement, dirigé par Germanwatch, et soutenu financièrement par CDKN. Le service est offert gratuitement et est conçu comme une initiative axée sur la demande.

Quatre à six fois par an, nous compilerons des informations sur les publications pertinentes dans le cadre des discussions importantes sur la finance climatique. Cela permettra de fournir aux décideurs un accès facile et direct aux connaissances et analyses produites par les experts partout dans le monde. Pour chacune de ces lectures choisies, nous faisons un bref résumé et disons pourquoi elle est particulièrement pertinente pour les sujets de l'heure concernant la finance climatique. Notre guide ne constitue pas une approbation des points de vue des auteurs, et n'est pas basé non plus sur des analyses en profondeur, mais nous espérons que vous le trouverez utile.

Pour nous faire part des publications à paraître dans les prochains numéros de notre guide, ou pour faire d'autres commentaires et suggestions, contactez-nous à: l'adresse suivante : cfas@germanwatch.org

Sven Harmeling, Germanwatch

Table des matières

1 Analyse de la structure et de l'organisation du FVC	4
Accès direct à la finance climatique: expériences et leçons apprises	4
Le Fonds pour l'adaptation et l'accès direct	4
Le Fonds vert pour le climat	5
Conception du Fonds vert pour le climat: Comment dépenser judicieusement 100 milliards de dollars	5
2 Définir le rôle du secteur privé et de la facilité	6
Mobilisation du financement privé: mobilisation du secteur privé par rapport à son engagement en faveur d'un développement respectueux du climat	6
3 Se préparer pour accéder et l'accès au financement	7
Rendre la finance climatique avantageuse pour les femmes en Afrique	7
Préparer l'Afrique pour le Fonds vert pour le climat	7
4 Mobiliser les ressources et instruments financiers	8
Le Rôle des banques nationales de développement dans l'intermédiation du financement international du climat pour intensifier les investissements du secteur privé	8
5 Améliorer la cohérence et la prestation de la finance climatique	9
Finance climatique: assembler les pièces du puzzle	9
6 Suivi de la Finance climatique	10
Suivre la Finance Climatique: quoi et comment?	10

1 Analyse de la structure et de l'organisation du FVC

Accès direct à la finance climatique: expériences et leçons apprises

<http://www.odi.org.uk/sites/odi.org.uk/files/odi-assets/publications-opinion-files/7479.pdf>

Auteurs: Neil Bird, Simon Billett, Cristina Colon

Date: Novembre 2011

Résumé du CFAS. Ce document de travail donne un aperçu du concept de l'accès direct au financement climatique et se concentre sur trois principales composantes de l'architecture publique utilisée pour fournir le financement public international à partir des fonds mondiaux. Les différents arrangements institutionnels peuvent couvrir les fonctions suivantes: gestionnaire de fonds ou organisme de surveillance stratégique organe de mise en œuvre (parfois appelé un organe de supervision) et un organe d'exécution (chapitre 4). Le rôle du gestionnaire du fonds est de prendre les décisions de financement et de canaliser les fonds vers les projets approuvés. La responsabilité de l'organe de mise en œuvre consiste à identifier, évaluer, proposer, superviser et évaluer les programmes ou les projets pour le Conseil. Les organes d'exécution reçoivent les fonds pour mettre en œuvre les projets. En outre, l'expérience de cette modalité de financement dans d'autres fonds mondiaux (le Fonds d'adaptation du Protocole de Kyoto, l'Alliance mondiale pour les vaccins et la vaccination (GAVI) et le Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme (le Fonds mondial) est passée en revue.

Pourquoi nous recommandons ce document à la lecture. Le document analyse les différentes fonctions nécessaires pour obtenir un arrangement institutionnel adéquat pour un l'accès direct au financement climatique. Le document conclut: «... que l'accès direct ne fait pas par défaut la promotion d'une approche plus fortement impulsée par les pays, mais nécessite un ensemble spécifique de circonstances [par exemple, des institutions et des capacités nationales fortes] pour ce faire. "Ces recommandations peuvent être importantes pour la conception des modalités d'accès au FVC. Le document conclut également qu' «... une « double approche» [Accès direct et accès

multilatéral] qui donne aux pays bénéficiaires l'option de différentes voies de mise en œuvre et d'exécution, peut-être reconnaît mieux l'importance des synergies et des complémentarités qui peuvent être réalisées." Les institutions multilatérales pourraient fournir des services dans des circonstances particulières, parallèlement à l'accès direct ou entreprendre des activités de préparation qui facilitent l'accès direct.

Le Fonds pour l'adaptation et l'accès direct

https://www.adaptation-fund.org/sites/default/files/DirectAccessMemo29_Oct_2012_0.pdf

Auteurs: Fonds pour l'adaptation

Date: Octobre 2012

Résumé du CFAS. Le document décrit brièvement les avantages ainsi que les enseignements qui peuvent être tirés des modalités d'accès direct qui sont appliquées par le Fonds pour l'adaptation. En particulier, le document examine comment les exigences de l'accès direct ont considérablement amélioré les processus institutionnels dans les 12 pays qui ont à ce jour appliquées ces modalités. En outre, le document souligne que l'intégrité financière, la gestion et les capacités institutionnelles se sont considérablement développées dans les pays concernés. À leur tour, ces améliorations ont aidé les pays à mieux attirer les ressources des autres bailleurs de fonds. Alors que les pays sont, par nature, compétitifs dans cet espace, ceci peut désormais servir de motivation pour les autres pays qui ont adopté des mesures similaires pour améliorer leurs capacités institutionnelles, afin d'obtenir une part des ressources financières.

Pourquoi nous recommandons ce document. Le document souligne que les résultats positifs des modalités d'accès direct du Fonds pour l'adaptation sont susceptibles d'aider le FVC à développer ses options d'adaptation.

Le Fonds vert pour le climat

<http://www.odi.org.uk/sites/odi.org.uk/files/odi-assets/publications-opinion-files/7595.pdf>

Auteurs: Liane Schalatek, Smita Nakhooda

Date: Novembre 2012

Résumé du CAFS. Le document donne un bref aperçu de l'instrument régissant le FVC et son opérationnalisation. Il décrit les structures de gouvernance actuelles et met également en évidence les discussions en cours par exemple sur la relation entre le FVC et la CCNUCC et la CdP. Par ailleurs, le document décrit la personnalité juridique, ses modalités de fonctionnement ainsi que les détails sur la façon dont les pays voient le rôle du secteur privé. En ce qui concerne l'intégrité sociale et environnementale, la publication souligne la nécessité de la transparence et du respect des normes et des garanties. Tout en analysant brièvement les prochaines étapes pour le FVC, le document souligne la nécessité impérieuse d'assurer le financement adéquat et soutenu car "les importantes promesses de financement climatique à long terme sont nécessaires pour démontrer une réelle volonté politique du FVC et sécuriser sa viabilité».

Pourquoi nous recommandons ce document. Le document est pertinent pour les discussions actuelles sur le FVC car il décrit brièvement les exigences les plus importantes. Il peut aider les décideurs à mieux comprendre les différents points de vue des pays développés et en développement, par exemple les questions de financement, en les aidant à trouver le chemin du consensus en vue d'un Fonds vert pour le climat fonctionnel et bien équipé.

Conception du Fonds vert pour le climat: Comment dépenser judicieusement 100 milliards de dollars

<http://www.environmentmagazine.org/Archives/Back%20Issues/2011/May-June%202011/greencimate-fund-full.html>

Auteurs: Lorrae van Kerkhoff, Imran Habib Ahmad, Jamie Pittock, Will Steffen

Date: Mai / Juin 2011

Résumé du CFAS. Cet article se concentre sur la question de savoir comment le FVC ou tout autre mécanisme de financement pourrait être conçu de manière à prendre en charge de manière efficace et renforcer les efforts pour faire face aux changements

climatiques, en particulier dans les pays les plus vulnérables et ayant peu de ressources à travers le monde. Le document examine les cas précédents qui offrent à la fois des enseignements positifs et des signes d'alerte, et en tire quelques recommandations clés pour le développement du FVC. Par exemple, l'article suggère que le fonds devrait chercher explicitement à soutenir les mesures présentant des co-bénéfices dans tous les secteurs. En décidant des mesures prioritaires pour lutter contre les changements climatiques, les auteurs soulignent qu'il est crucial de prêter plus d'attention aux actions et projets clés d'adaptation qui sont déjà répertoriés dans le cadre des Plans Nationaux d'Adaptation (PNA) et / ou des Actions Nationales d'atténuation appropriées (ANAA / NAMA). Enfin, l'article recommande que, plutôt que d'abandonner le financement pour cause de mauvaise gouvernance, les agences de donation de fonds tels que le FVC devraient plutôt être conçues pour veiller à ce que les pays soient soutenus pour renforcer leurs capacités de gouvernance.

Pourquoi nous recommandons ce document. Le document étaye les discussions actuelles sur le FVC. En analysant les cas précédents, l'article peut être une source d'idées sur la façon de mieux opérationnaliser le FVC.

2 Définir le rôle du secteur privé et de la facilité

Mobilisation du financement privé: mobilisation du secteur privé par rapport à son engagement en faveur d'un développement respectueux du climat

[http://www.odi.org.uk/search/site/private 20finance%](http://www.odi.org.uk/search/site/private%20finance%20)

Auteurs: Shelagh Whitley, Rohan Mohanty, Amal-Lee Amin

Date: Août 2012

Résumé du CFAS. Les documents centrés sur les quatre pays cartographie et décrivent la façon dont l'Allemagne, le Japon, le Royaume-Uni et les États-Unis utilisent les finances publiques pour mobiliser le financement privé pour soutenir le développement respectueux du climat dans les pays en développement. La recherche montre que tous les quatre pays ont des stratégies et des canaux sous-jacents extrêmement différents pour leur soutien aux financements privés sur le climat. Chaque article met en exergue les aspects qui doivent être abordés si les pays développés souhaitent signaler les flux de financement privé dans leurs engagements

internationaux sur le climat, à savoir la question récurrente de la collecte des données incohérentes et de la communication dans chaque pays et par les intermédiaires privés.

Pourquoi nous recommandons ce document. Les quatre notes sont pertinentes par rapport à la discussion sur la mobilisation des ressources dans le cadre à la fois du FVC et du Comité permanent, ainsi que par rapport au rôle que devra jouer le secteur privé dans le FVC. Ils aident à mieux comprendre l'éventail des instruments de financement du secteur privé que les pays déploient actuellement, y compris les démonstrations, les cadres politiques propices, les outils d'assurance et le soutien aux petites et moyennes entreprises.

3 Se préparer pour accéder et l'accès au financement

Rendre la finance climatique avantageuse pour les femmes en Afrique

<http://policy-practice.oxfam.org.uk/publications/making-climate-finance-work-for-women-in-southafrica-266532>

Auteur: Trusha Reddy

Date: Février 2013

Résumé du CFAS. Ce court article présente de manière succincte le financement climatique en Afrique du Sud, où la plupart des flux financiers sont actuellement dirigés vers l'atténuation des changements climatiques. En outre, il introduit des approches nationales adoptées en Afrique du Sud, où il est dit que jusqu'à présent l'aspect genre n'a pas été pris en compte. Après cela, l'article examine rapidement comment les femmes sont touchées par les changements climatiques et les obstacles qu'elles rencontrent pour accéder au financement climatique. Enfin, il contient des «recommandations pour rendre le financement climatique avantageux aux femmes».

Pourquoi nous recommandons ce document. Le document décrit, via l'exemple de l'Afrique du Sud, pourquoi et comment les actions d'atténuation et d'adaptation aux changements climatiques doivent tenir compte des aspects genre. Ces recommandations peuvent être importantes pour la finance climatique en général et

pour le FVC en particulier. Puisque le paragraphe 3 de l'Instrument de gouvernance du FVC contient spécifiquement la référence à la dimension genre, à savoir: «Le Fonds cherchera à maximiser l'impact de son financement pour l'adaptation et l'atténuation, [...] tout en [...] adoptant une approche sensible au genre. »

Préparer l'Afrique pour le Fonds vert pour le climat

<http://www.afdb.org/fileadmin/uploads/afdb/Documents/Generic-Documents/Getting%20Africa%20ready%20for%20the%20Green%20Climate%20Fund.pdf>

Principaux auteurs: John Ward, Sam Fankhauser et Philip Gradwell, Anthony Nyong et Balgis Osman Elasha

Date: Novembre 2012

Résumé du CFAS. Le document décrit les différentes modalités d'accès direct de différents fonds (c.-à-d. Fonds pour l'adaptation (FA) ou le Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme). En ce qui concerne le FA, il donne des exemples et des raisons de l'accréditation réussie des institutions nationales de mise en œuvre (INM), ainsi que les principaux problèmes que rencontrent les INM africaines pour respecter les exigences d'accréditation auprès du FA. Dans une autre partie, il fait des suggestions sur la façon dont l'utilisation de ce qu'on appelle un accès direct type pourrait être renforcée en Afrique en ce qui concerne le Fonds vert pour le climat. Elle est suivie par des conseils sur comment les pays africains peuvent se préparer pour être prêt pour un accès direct, ainsi que sur le rôle potentiel que la Banque Africaine de Développement pourrait jouer pour aider les pays africains dans leurs efforts. Dans le dernier chapitre, il décrit comment les fonds climatiques nationaux pourraient jouer un rôle en ce qui concerne le financement du FVC et comment les pays africains et la Banque Africaine de Développement pourraient soutenir l'émergence de tels fonds.

Pourquoi nous recommandons ce document. Le papier est d'une grande pertinence pour les discussions dans le cadre du Fonds vert pour le climat, car il décrit les enseignements tirés des précédents modèles d'accès direct, et contient des suggestions sur la façon d'améliorer les modalités d'accès direct dans le cadre du Fonds vert pour le climat. Celles-ci comprennent par exemple les suggestions en ce qui

concerne l'accréditation des INM ainsi que la répartition du financement entre les projets d'accès direct et les projets d'accès non directs.

4 Mobiliser les ressources et les instruments financiers

Le Rôle des banques nationales de développement dans l'intermédiation du financement international du climat pour intensifier les investissements du secteur privé
<http://www.iadb.org/en/publications/publicationdetail,7101.html?id=63366&dcLanguage=en&dcType=All>

Auteurs: Diana Smallridge, Barbara Buchner, Chiara Trabacchi, Maria Netto, José Juan Gomes Lorenzo, Lucila Serra; document de travail de la Banque Interaméricaine de Développement

Date: Novembre 2012

Résumé du CFAS. Cet article analyse comment et pourquoi les banques nationales de développement (BND), en s'appuyant sur l'exemple des BND d'Amérique latine, ont un fort potentiel pour déverrouiller et accroître les investissements privés permettant de lutter contre les changements climatiques. Pourquoi? Les ressources de l'État ne peuvent pas financer seules la transition vers un développement sobre en carbone. Par conséquent, libérer les capitaux du secteur privé sera essentielle pour atteindre un impact important, transformationnel, et à long terme dans l'ensemble des économies. Toutefois, le secteur privé ne pourra pas pleinement libérer son potentiel à moins que des financements publics ne soient injectés pour couvrir une partie des risques politiques et s'attaquer aux barrières spécifiques aux pays et relatives aux investissements, et qui touchent les deux profils risque-rendement. À cet égard, les BND peuvent à la fois compléter et catalyser les acteurs du secteur privé car ils ont accès aux marchés financiers locaux et comprendre les obstacles locaux à l'investissement. Comment? Le financement public des BND peut être utilisé pour mobiliser des investissements privés par: 1) L'augmentation de la demande pour les investissements et le financement de projets respectueux du climat, et 2) fournir les incitations nécessaires pour mobiliser les investissements respectueux du climat dans le secteur privé. Le document indique que les BND latino-américaines ont un potentiel élevé d'intermédiation et de mobilisation des financements climatiques. Toutefois,

certaines d'entre elles nécessitent un soutien afin qu'elles puissent s'engager activement dans la finance climatique.

Pourquoi nous recommandons ce document. Cet article soutient que les concepteurs de l'architecture de la finance climatique internationale devraient envisager l'expérience particulière des BND dans le développement de mécanismes efficaces d'investissement à long terme relatif aux actions de lutte contre les changements climatiques sur le terrain. Il fournit également des recommandations sur la façon de renforcer les BND en Amérique latine pour qu'elles puissent mobiliser activement et avec succès et faire l'intermédiation du financement climatique international et accroître les investissements privés nécessaires en Amérique latine, tels que:

1) Améliorer la coordination des acteurs nationaux et internationaux pertinents de la finance climatique 2) Renforcer le dialogue entre les décideurs politiques nationaux et les BND, 3) Développer les connaissances sur les meilleures pratiques des BND dans le domaine de la finance climatique, et 4) Encourager les BND à développer des stratégies de préparation pour la mobilisation et l'intermédiation en matière de finance climatique internationale.

Finance climatique : défis et réponses

http://cdkn.org/resource/climate-finance-challenges-and-responses/?loclang=en_gb

Auteurs: Ari Huhtala, Neil Bird, Céline Herweijer

Date: Février 2013

Résumé du CFAS. Lutter contre les changements climatiques dans les pays en développement coûtera bientôt des centaines de milliards de dollars par an. Le présent document souligne que le financement public pour obtenir les investissements du secteur privé pour un développement respectueux du climat est en hausse, mais reste quand même très en deçà des besoins. Comme le FVC est en train d'être mis en œuvre, les pays en développement auront besoin de soutien immédiat pour commencer à atténuer les changements climatiques et s'adapter à ses impacts. Le document trouve qu'il y a d'énormes lacunes dans la connaissance des sources de financement existantes et leur applicabilité, et une faible capacité à accéder à ces sources de

financement, à les gérer et faire des combinaisons, ainsi que peu d'harmonisation et d'efficacité de la finance climatique. Il y a également une lacune dans la préparation: les pays en développement ont une capacité limitée à développer et faire le montage d'investissements bancables ; le climat de l'investissement est faible en raison du manque de politique sur la transparence, le manque de projets et le manque de ressources humaines.

Pourquoi nous recommandons ce document. Ce document de CDKN identifie un certain nombre de lacunes et défis dans les connaissances et / la capacité à mobiliser et décaisser des financements climatiques qui sont des entraves à l'augmentation des ressources (y compris les investissements privés) et la mise en œuvre de projets sobres en carbone sur le terrain. L'identification de ces lacunes aidera le FVC à mieux les traiter, en particulier en ce qui concerne la transparence et la question de la préparation. Le document est également pertinent car il énumère les activités du CDKN et les réalisations qui peuvent soutenir le travail du Conseil du FVC.

5 Améliorer la cohérence et l'apport de la finance climatique

Finance climatique: assembler les pièces du puzzle

Auteur: Monique Barbut; Chronique de l'ONU N ° 4

Date: 2011.

Résumé du CFAS. La chronique mène une réflexion sur le type de fonds dont nous avons besoin dans l'environnement financier difficile aujourd'hui et le paysage de la finance climatique actuel. Monique Barbut croit que le FVC pourrait fonctionner comme un fonds des fonds qui coordonne les sources existantes de fonds, y compris les investissements du secteur privé, selon les mêmes règles. Le FVC aurait également ses propres ressources, mais plus précisément travaillera à introduire des normes communes, conformément aux recommandations pour une efficacité accrue de l'aide. Sur le plus long terme, elle soutient la création d'une Banque Verte dans laquelle les grands fonds existants agiraient comme des guichets de financement, et le Conseil superviserait la gouvernance globale.

Pourquoi nous recommandons ce document. Cet article est toujours d'actualité pour les discussions dans le cadre du FVC cette année, car il soulève la question du rôle et de la nature du FVC par rapport aux autres fonds climatiques existants, ainsi que la difficulté de concilier 1) la nécessité d'un fonds pour le climat mondial à une échelle qui permet d'obtenir un changement de paradigme, 2) les fonds existants et 3) la détresse financière actuelle. Cet article se penche sur la nécessité d'un modèle gestion du FVC qui contribue à améliorer l'apport coordonné de la finance climatique ainsi que l'utilisation rationnelle des ressources (insuffisantes). Alors que les discussions sur le cadre du modèle de gestion vont commencer en mars lors de la réunion de Berlin, ce document permet de renseigner le lecteur sur l'état actuel de la situation.

6. Suivi de la finance climatique

Suivre la Finance Climatique: quoi et comment?

<http://www.oecd.org/env/cc/50293494.pdf>

Auteurs: Christa Clapp, Jane Ellis, Julia Benn, Jan Corfee-Morlot, OCDE / AIE
document de travail

Date: mai 2012

Résumé du CFAS. Le papier analyse deux questions 1) comment la communauté internationale compte à la fois des flux financiers publics et privés en direction de l'engagement de 100 milliards de \$, et 2) la façon de suivre ces flux. Pour recueillir des données solides, cohérentes et comparables en provenance des pays et des institutions, le document donne des définitions ou des directives sur des termes tels que l'additionnalité et la mobilisation. Concernant l'additionnalité: à la suite des négociations de la CCNUCC à Durban en 2011, il n'existe pas de directives détaillées quant aux types de flux financiers qui pourraient être pris en compte, ni sur la façon de les compter, et sur la mobilisation: les auteurs expliquent ce que signifie le financement climatique est en train d'être «mobilisé», et la façon dont il peut être démontré. Ce contexte est fourni pour permettre l'élaboration d'un cadre de Suivi, de rapportage et de vérification pour le suivi des flux financiers climatiques. Le document met l'accent sur les flux financiers qui pourraient être comptés dans les 100 milliards de \$ en identifiant les questions plus politiques et en proposant des éléments techniques susceptibles

d'améliorer le système de suivi. Le tableau 2 du document fournit une bonne vue d'ensemble des données et systèmes disponibles. Le document détaille les questions importantes et les implications pour les sources multiples, les instruments, les intermédiaires et les bénéficiaires impliqués dans la fourniture ou la réception de financements climatiques résumés dans le Tableau 3 - 12. Le tableau 13 résume les défis pour l'élaboration d'un solide système de suivi.

Pourquoi nous recommandons ce document. Le document fournit plusieurs étapes pour avancer sur le développement d'un système robuste de suivi de la finance climatique, tels que: 1) encourager le rapportage international harmonisé des financements climatiques multilatéraux, par exemple, par les Banques Multilatérales de Développement (BMD), d'une manière compatible avec la déclaration de l'OCDE sur le rapportage et établir un dialogue pour avancer sur les questions politiques et les définitions dans une approche top-down; 2) œuvrer pour une méthodologie mondialement reconnue pour le calcul des ratios de mobilisation par le financement public pour ce qui concerne les financements mobilisés à travers les politiques publiques, les mesures ou les investissements; 3) commencer par des décisions ciblées bottom-up sur les flux qui pourraient être comptés dans les 100 milliards de \$.

Le Climate Finance Advisory Service (CFAS) est une initiative menée par un consortium d'experts dirigé par Germanwatch eV et financé par le Climate and Development Knowledge Network (CDKN). CDKN est financé par le Department for International Development (DFID) du Royaume Uni et le Netherlands Directorate-General for International Cooperation (DGIS) des Pays-Bas au profit des pays en développement. Cependant, les opinions exprimées et les informations ne sont pas nécessairement celles de ces organismes mentionnés ci-dessus, DFID et DGIS, ou endossées par eux ou les entités qui gèrent la prestation du CDKN qui ne peut accepter aucune responsabilité pour de telles opinions, ou pour l'exhaustivité ou l'exactitude des informations ou la confiance placée en elles.

** Le Climate and Development Knowledge Network («CDKN») est dirigé et administré par PricewaterhouseCoopers LLP.*

La gestion de la prestation de CDKN est effectuée par PricewaterhouseCoopers LLP, et une alliance d'organisations, comprenant Fundación Futuro Latinoamericano, INTRAC, LEAD International, Overseas Development Institute, et SouthSouthNorth".